

Compte rendu succinct de la réunion du Comité international du M.S.E.U.E. (La Haye, 11 octobre 1953)

Légende: Le 16 octobre 1953, cinq jours après la réunion du Comité international du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (MSEUE) à La Haye, le Parti socialiste néerlandais Partij van de Arbeid établit un bref rapport sur le congrès du MSEUE.

Source: Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam. Partij van de Arbeid (PvdA) 1946-1966 (-1967). Commissie Buitenland van de PvdA (Com 13). 1950-1958, 1966. Buitenlandse Documentatie Dossier: M. van der Stoel 1950-1958; 1966 (circulaires), 1148.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/compte_rendu_succinct_de_la_reunion_du_comite_international_du_m_s_e_u_e_la_haye_11_octobre_1953-fr-fdbc15be-a107-418f-bf55-0e56a6494496.html



Date de dernière mise à jour: 28/07/2016

Compte rendu succinct du COMITÉ INTERNATIONAL du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe, qui a eu lieu à La Haye le 11 octobre 1953

Cette réunion a principalement servi à relater les comptes rendus de plusieurs pays sur la situation politique en rapport avec la Communauté politique européenne et la Communauté européenne de défense.

Bley donne un aperçu de la situation en Allemagne après les élections. Il signale qu'avec la majorité absolue de la CDU, le groupe de ce parti incarne, pour ainsi dire, le Parlement, plaçant le socialisme dans un ghetto politique.

Pour illustrer la situation dans laquelle se trouve le SPD, il fait référence à la perte de ses majorités à Hambourg, à Francfort, dans les grandes villes de la Ruhr et à Munich. Il impute essentiellement la défaite du SPD à sa politique européenne négative. Par ailleurs, Adenauer est une personnalité plus imposante qu'Ollenhauer. À voir l'état d'esprit des réfugiés, le SPD a également perdu son influence à l'Est.

L'appareil du parti laisse transparaître une lassitude évidente; la politique officielle se détourne des faits et cherche la «petite bête».

La minorité européenne du SPD entend néanmoins se montrer à l'avant-plan, ce qu'elle n'a pas fait lors des élections. Ainsi, elle évitera le reproche selon lequel l'action du parti lui aurait fait perdre les élections.

À présent, il est question d'organiser une conférence à Francfort, à laquelle seront invités une centaine de députés européens de premier plan du SPD. Parmi d'autres, Kaisen soutient également cette initiative, tandis que les organisateurs entendent faire appel aux députés du SPD membres de l'UEF.

Au terme d'une discussion approfondie sur la politique européenne négative du SPD et ses conséquences désastreuses pour les élections, il est question que le SPD occupe les sièges qui lui reviennent au sein de l'Assemblée ad hoc. Le mécontentement s'exprime à ce propos au sein du parti, la position de sa direction n'étant pas comprise.

Au cours de la discussion sur le compte rendu de Bley, Spaak plaide avec insistance pour la création rapide d'une version allemande de *Gauche européenne*. Jacquet fait état de la possibilité d'entrer en contact avec les délégués des travailleurs du groupe de la CDU, à quoi on lui rétorque qu'il s'agit d'abord de conquérir le SPD. Dehousse soutient l'idée de l'occupation des sièges vacants au sein de l'Assemblée ad hoc.

Jacquet rend compte de la situation en France. La SFIO a changé de position au cours de son dernier congrès, à l'issue duquel la résolution européenne a obtenu une majorité des deux tiers. Ses conditions sont l'établissement d'une relation étroite avec la Grande-Bretagne et la création rapide de la Communauté politique européenne. En France, le plus grand obstacle réside dans le fait que la majorité européenne ne correspond pas à la majorité gouvernementale. Si la France entend mener une politique plus européenne, cela ne sera possible que lorsque la majorité européenne existante prendra le pouvoir au gouvernement. Cette hypothèse coïncide avec l'idée d'un front démocratique et social lancée par la SFIO, laquelle établit un parallèle avec la constitution entérinée du MSEUE.

En sa qualité de socialiste radical, De Felice détaille la situation au sein de ce parti. Selon lui, une majorité est favorable aux projets européens, et cette majorité progressera sensiblement lorsque, à l'occasion de l'examen de la Communauté européenne de défense, le traité sur la Communauté politique sera également déposé auprès du bureau de l'Assemblée. L'influence anti-européenne de Daladier est très limitée; la grande inconnue concerne Herriot, qui renonce bel et bien lentement à ses positions anti-européennes très prononcées, mais dont l'attentisme influence défavorablement la position de nombreux députés socialistes radicaux.

Zaggari donne un aperçu de la situation en Italie. Il attribue la défaite électorale des sociaux-démocrates (et de leurs alliés du centre) à des motifs contraires à l'erreur commise par le SPD en Allemagne, à savoir un accent insuffisant sur les problèmes socio-économiques et une attention trop importante pour la politique

internationale.

Il fait savoir que *Gauche européenne* paraîtra prochainement en version italienne. En Italie, on entend d'abord diffuser le journal avant de créer, autour de ce mouvement, une organisation au sein de laquelle les libéraux, les républicains et les démocrates-chrétiens de gauche auraient également leur place. On ne souhaite toutefois pas encore créer une organisation parce qu'il existe déjà tellement de groupes, notamment du côté du mouvement socialiste, que cette initiative serait considérée comme une nouvelle segmentation du MSEUE. Il souligne l'importance de rallier les pouvoirs municipaux à l'idée européenne et à ce titre, il incite les autres pays à adhérer au Conseil des communes d'Europe.

S'ensuit une discussion avec Jacquet, qui fait allusion au positionnement à l'extrême droite de la section française de cette organisation, dominée par Voisin, de «La Fédération». La direction internationale du Conseil des communes d'Europe ne semble toutefois pas être influencée par Voisin et elle aurait décidé d'assimiler les forces françaises anti-Voisin, éventuellement au cas par cas.

Zaggari ne fournit aucune réponse définitive à propos des chances concrètes de ratification de la CED et de la CPE. Il décline une proposition visant à tenter un rapprochement avec le cadre du parti de Nenni, étant donné que ce dernier est totalement infiltré par les communistes. Il ressort en outre de la discussion sur les projets italiens que l'organisation allemande souhaite également commencer par la parution d'une édition de *Gauche européenne* et constituer ensuite des groupes sur cette base.

Bob Edwards affirme à propos de la situation britannique que le MSEUE qui existait auparavant dans l'entourage du parti travailliste indépendant a pratiquement rendu l'âme et que l'on s'efforce aujourd'hui de créer un groupe au sein même du parti travailliste. C'est surtout du côté du syndicat minier que s'est manifesté un intérêt nettement plus important pour la Communauté du charbon et de l'acier.

Spaak donne lui-même un aperçu de la situation en Belgique. Le parti a voté en commission contre la CED pour des motifs opportunistes. En effet, de cette manière, il entend forcer une révision de la Constitution et de nouvelles élections anticipées. Avant de se prononcer définitivement sur la CED, le parti conviendra de la tenue d'un congrès extraordinaire sur la position du PSB. Spaak a bon espoir – touchant du bois partout où il se trouve – que les forces européennes s'imposeront lors de ce congrès.

Van der Goes van Naters fait état des difficultés existantes aux Pays-Bas, principalement dues à la position attentiste du gouvernement néerlandais. Il insiste auprès des représentants des autres pays sur le fait que les Pays-Bas ratifieront bien la CED, mais que la Communauté politique n'a aucune chance d'être ratifiée, à l'heure où aucune compétence économique concrète n'est attribuée à la Communauté politique.

Au cours de la discussion suivante, Spaak fait état de la situation impossible qui apparaîtrait si six pays ratifiaient la CED et seulement cinq pays ratifiaient la CPE.

En conclusion, Spaak résume les débats. Il définit comme suit les missions du MSEUE:

1. Aider les socialistes européens allemands et italiens au sein de leurs propres partis.
2. Concevoir une formule minimale d'intégration économique qui ferait office de solution de compromis et satisferait les exigences néerlandaises.
3. Concevoir une politique économique socialiste à l'échelon européen qui formerait un tout concret compréhensible pour le simple citoyen.
4. Constituer un groupe européen au sein de l'Internationale socialiste, dans laquelle il estime que le danger représenté par les bévinistes britanniques (assimilés aux dangers russe et allemand) est plus important que le risque du maintien de la politique négative du SPD.

À l'issue de la réunion, les membres des groupes de parti Vos, Mozer, Gironella et Philip s'entretiennent à

propos de l'organisation d'un rapport d'experts sur l'intégration économique.